



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 14 avril 2026

L'an deux mille vingt-six et le 14 avril à 19h00,

Le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Jean-Romain RIBEYRE, Maire.

Présents : RIBEYRE Jean-Romain, PETIT Ingrid, ANDRE Augustin, ROCHE Eliette, AUDIGIER Nicolas, NGUYEN-BINH Isabelle, GHALKAOUI Ramzi, FRANCOIS Isabelle, POYET Norbert, CAPRIOGLIO Florence, RIBELLINO Franck, AULAGNER Pauline, BERNARD Nathan, SAUGET Elisabeth, OBERTI Patrice, ARCHINARD Catherine, DELVALLEE Cédric, FERRAGUT Patrice, LENAIN Franck, DUMONT Marc, PERRUSSET Benoit, ROUX Patricia, SOARES Mathieu, CAYRON Blandine, VERMOREL Guillaume, ORSET Marie, CHAILAN Thierry

Excusés : BENOIT Céline donne procuration à Jean-Romain RIBEYRE, HADDAD Catherine donne procuration à Nicolas AUDIGIER, BAULAND Manon donne procuration à Ingrid PETIT, TEYSSIER Nicolas donne procuration à Pauline AULAGNER, HUMBERT Evelyne donne procuration à Augustin ANDRE

Absent :

Secrétaire de séance : Marc DUMONT

Date de la convocation :

Délibération n° 2026-069

8 avril 2026

OBJET : Délégations générales du Maire

Transmis au représentant de l'Etat le :

16 AVR. 2026

Affiché le :

Notifié le : 16 AVR. 2026

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2122-19, L. 2122-22 et L. 2122-23 ;

Considérant que le conseil municipal de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, tout ou partie des attributions qui y sont énumérées ;

Considérant qu'il importe, pour les besoins de la bonne administration communale, de permettre au Maire de prendre certaines décisions relevant de la compétence du conseil municipal, dans les limites fixées par la présente délibération ;

Considérant qu'il est également opportun, dans un souci de continuité et d'efficacité administrative, d'autoriser expressément le Maire à donner, par arrêté et sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature à la directrice générale des services, aux directeurs, aux responsables de services communaux, dans les conditions définies ci-après :

Le conseil municipal délègue au maire, pour la durée de son mandat, les attributions suivantes :

A - D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

B - De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics, dans les seules limites suivantes :

- Sont concernés les tarifs de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur le domaine public ;
- Le maire est autorisé à créer ou modifier ces tarifs dans la limite d'un montant unitaire maximal de 3 000 € par tarif ;
- Le maire est autorisé à modifier ces tarifs dans la limite d'une variation maximale de 10 % par rapport au tarif antérieurement applicable ;
- Sont inclus dans la présente délégation les tarifs des services faisant l'objet d'une politique tarifaire communale, sociale ou familiale, notamment ceux de la restauration scolaire, des activités périscolaires, de la petite enfance, de location des salles communales, de mise à disposition du matériel, et de tout autre service ;

C - De procéder, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières et administratives utiles à la gestion des emprunts, leur modification, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1 du code général des collectivités territoriales, sous réserve des dispositions du c du même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

D - De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs modifications ou résiliations, lorsque les crédits sont inscrits au budget des marchés et accord- cadres passés sous la procédure adaptée.

D'autoriser le maire, sous sa surveillance et sa responsabilité, à donner par arrêté, sur le fondement de l'article L. 2122-19 du code général des collectivités territoriales, délégation de signature ;

E - De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

F - De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

G - De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

H - De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

I - D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

J - De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;

K - De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, commissaires de justice et experts ;

L - De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux, le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

M - De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

N - De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

O - D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues aux articles L. 211-2 à L. 211-2-3 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les limites du montant de 500 000 euros ;

P - D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas suivants :

- Devant toutes juridictions, en première instance, en appel et en cassation ;
- En demande, en défense, en intervention, en référé ou en exécution ;
- Pour tous contentieux intéressant la commune, notamment en matière administrative, civile, pénale, de personnel, de domaine, d'urbanisme, de commande publique, d'assurances et de responsabilité ;
- Et de transiger avec les tiers dans la limite légale applicable ;

Q - De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 50 000 € par sinistre et notamment :

- Accepter les indemnités d'assurances relatives aux dommages occasionnés aux véhicules, au vol et tentative de vol des véhicules, au vol des objets et matériels transportés, à l'incendie des véhicules, aux frais de remorquage et dépannage, à la garantie perte pécuniaire due lors de la location longue durée de véhicules, aux conséquences financières de la garantie dommage corporel ;
- Décider de la cession des véhicules accidentés déclarés économiquement et techniquement irréparables conformément aux dispositions réglementaires du code de la route ;
- Décider de la conservation des véhicules accidentés déclarés techniquement réparables conformément aux dispositions réglementaires du code de la route ;

R - De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

S - De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

T - De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 2 000 000 d'euros (deux millions d'euros) autorisées par le conseil municipal ;

U - D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code, dans la limite du montant de 500 000 euros ;

V - De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire communal et de conclure la convention prévue à l'article L. 523-7 du même code ;

X - D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

X - Demander à tout organisme financeur l'attribution de tout type de subvention quel qu'en soit l'objet ou le montant et signer les documents nécessaires à leur attribution ;

Y - De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation, à la modification de l'aspect extérieur ou à l'édification des biens municipaux dans les limites suivantes :

- la création, la suppression d'une construction d'une surface de plancher inférieure ou égale à 500 m² ;
- la réhabilitation avec ou sans changement de destination d'une construction dont la partie objet de la demande d'autorisation est inférieure ou égale à 500 m² de surface de plancher ;
- la modification de l'aspect extérieur d'une construction existante,
- un projet d'aménagement urbain dont le terrain d'assiette couvre une superficie inférieure ou égale à 1000m².

Z - D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur au seuil fixé par les textes en vigueur ;

AA - D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L. 2123-18 du code général des collectivités territoriales.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

Le maire rendra compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal des décisions prises en vertu de la présente délibération.

Le conseil municipal peut à tout moment mettre fin à tout ou partie des délégations ainsi consenties.

Les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la présente délégation seront, en cas d'empêchement du maire, prises en priorité par le premier adjoint et, le cas échéant, à l'adjoint suivant dans l'ordre du tableau.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité (1 opposition : Guillaume Vermorel ; 6 abstentions : Benoît Perrusset, Patricia Roux, Thierry Chailan, Blandine Cayron, Marie Orset, Mathieu SOARES) :

- **Approuve** les délégations consenties au Maire dans les conditions définies ci-dessus.

Extrait certifié conforme,

Jean-Romain RIBEYRE,
Maire



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)